

Questions orales

L'ÉCONOMIE

LES RÉSULTATS DU TRAVAIL ACCOMPLI DANS L'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE DE L'OUEST

M. John Gormley (The Battlefords—Meadow Lake): Monsieur le Président, bien des Canadiens de l'Ouest s'inquiètent de notre économie en voyant les industries agricole et pétrolière frappées durement par les forces des marchés mondiaux. Je voudrais signaler aujourd'hui l'engagement et le dévouement du premier ministre (M. Mulroney) et des députés progressistes conservateurs de l'Ouest.

Avant le versement d'un milliard de dollars en aide aux agriculteurs et, plus récemment, l'institution du programme pétrolier de 350 millions de dollars par année, le premier ministre et les conservateurs de l'Ouest n'ont pas ménagé leurs efforts pour s'assurer qu'on prenne des mesures utiles. Grâce au nouveau programme pétrolier, par exemple, environ 1 000 emplois seront sauvés en Saskatchewan et environ 100 millions de dollars par année seront consacrés à l'exploitation pétrolière dans l'ouest de la Saskatchewan. D'après l'Association des petites entreprises de prospection et d'exploitation, ce programme fédéral suscitera de nouveaux investissements d'un milliard de dollars dans l'industrie du pétrole et du gaz naturel de l'ouest du Canada.

Dans une situation économique difficile, il est compréhensible qu'on s'inquiète de l'économie de l'Ouest. Il n'est cependant pas raisonnable de conclure que l'Ouest ne reçoit pas beaucoup d'attention et d'aide financière de la part du gouvernement. Brian Mulroney y attache une grande priorité.

* * *

[Français]

LES JEUX OLYMPIQUES D'HIVER DE 1988

ON EXIGE LA RADIO-TÉLÉDIFFUSION EN FRANÇAIS À LA GRANDEUR DU PAYS

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Monsieur le Président, je voudrais parler aujourd'hui de l'octroi des droits de diffusion en anglais et en français des Jeux olympiques d'hiver de 1988.

On sait que la *Calgary Olympic Development Association* a octroyé ces droits à CTV et TVA. Or, le Comité des Jeux d'hiver de 1988 a choisi de retenir une proposition qui ne nous satisfait pas parce que ni CTV ni TVA n'ont les moyens de diffuser en français, à travers tout le Canada.

Je voudrais faire le point aujourd'hui en cette Chambre sur le fait qu'il est nécessaire, puisque les Canadiens ont investi 200 millions de dollars, qu'on leur donne le droit de voir les Jeux olympiques de 1988 en français à l'extérieur du Québec où TVA n'a pas de réseau et à la radio également, monsieur le Président, alors que tous les Canadiens, qu'ils soient anglophones ou francophones, n'auront pas le droit d'entendre à la radio le déroulement de ces jeux importants.

Or, il me semble irrégulier que ce gouvernement ne puisse pas faire pression auprès de la Société Radio-Canada, notre

Société Radio-Canada, afin qu'elle puisse diffuser à la radio en français et en anglais et à la télévision, en français partout au Canada.

* * *

[Traduction]

LES DROITS DE LA PERSONNE

L'URSS—LE SORT DE DANYLO SHUMUK

M. Vince Dantzer (Okanagan-Nord): Monsieur le Président, comme je l'ai fait tant d'autres fois, j'attire l'attention de la Chambre sur le sort de Danylo Shumuk, un dissident soviétique. Bien que les dirigeants de l'Union soviétique expriment le désir de démocratiser et d'améliorer leurs relations avec les pays de l'Ouest, leurs actes démentent leurs paroles. Les rouges comme ceux d'une autre couleur politique ont peut-être autant de difficulté à changer qu'un léopard en a à perdre ses taches.

Danylo Shumuk, à l'expiration de sa peine, en janvier, a été placé de nouveau sous surveillance administrative et s'est ainsi vu refuser la permission d'émigrer au Canada. Cette surveillance comprend un couvre-feu nocturne, l'obligation de se présenter aux autorités tous les trois mois, celle de demeurer au lieu d'exil plutôt qu'à son domicile en Russie et d'autres formes de harcèlement vague et odieux. Il faut insister sur le fait que Danylo Shumuk a 72 ans, qu'il est de santé fragile et que chaque mois d'exil de plus met en danger sa vie et son objectif de longue date de rejoindre les membres de sa famille au Canada.

• (1420)

Je prie instamment le gouvernement de Russie de rendre cet homme à sa famille au Canada, pour des raisons humanitaires.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA CULTURE

LES NÉGOCIATIONS COMMERCIALES ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LA DÉCLARATION D'UN SÉNATEUR AMÉRICAIN

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, les Canadiens sont de plus en plus mécontents de voir que le premier ministre ne fait rien pour protéger notre souveraineté et notre culture. Le 9 décembre, le sénateur Matsunaga et trois autres éminents sénateurs américains ont rencontré le premier ministre et certains de ses collègues du Cabinet ici, à Ottawa. Le lendemain, le 10 décembre, le premier ministre m'a déclaré à la Chambre des communes qu'il avait clairement signifié aux quatre sénateurs que la culture canadienne ne serait pas négociable dans le cadre des pourparlers sur le libre-échange. Il a dit très précisément: «Il n'y a eu aucun commentaire de nature à mettre en doute cette prise de position».